



## Avis de Soutenance

Madame Candice ALBAREDE

Droit – E2DSP Toulouse

Soutiendra publiquement ses travaux de thèse intitulés

*Les spécificités juridiques du service public de l'audiovisuel dans le contexte de la libéralisation*

dirigés par Monsieur Serge REGOURD

Soutenance prévue le **vendredi 13 décembre 2019 à 13h30**

Lieu : UT1 2 rue du Doyen Gabriel Marty 31042 cedex 9  
Salle des thèses

### Composition du jury proposé

M. Serge REGOURD	Université Toulouse 1 Capitole	Directeur de thèse
Mme Clémentine BORIES	Université Toulouse 1 Capitole	Examineur
M. Hervé ISAR	Université Aix-Marseille	Rapporteur
M. Frédéric SOJCHER	Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne	Rapporteur

**Mots-clés :** service public, audiovisuel, libéralisation, union européenne,

### Résumé :

Considéré pendant longtemps comme le principal critère du droit administratif, le service public fait l'objet de crises politiques caractérisées par la difficulté à trouver un compromis entre l'attachement à ses principes et la libéralisation mise en œuvre par l'Union européenne et par les institutions internationales (O.M.C). Ce constat s'illustre tout particulièrement dans le domaine de la communication audiovisuelle. En effet, ce secteur a été un des premiers à connaître un processus de libéralisation dans les années 1980 par l'ouverture au secteur privé engendrant la dualité du paysage audiovisuel. La communication audiovisuelle était jusque là organisée sous forme de monopole public. L'intérêt est donc de s'interroger sur la place et les spécificités juridiques du service public audiovisuel au sein d'un contexte de libéralisation économique. Le service public audiovisuel et le droit de la concurrence postulent deux logiques opposées. Le premier doit satisfaire et garantir l'intérêt général en répondant à ses missions principales résumées dans le célèbre triptyque : « informer, cultiver, distraire » et, le second entend protéger le marché par la libre concurrence et le recul de l'Etat. La question des critères d'identification juridique du service public constitue désormais une interpellation centrale. Les principes directeurs en sont formulés par un certain nombre de résolutions du Conseil de l'Europe qu'il convient de confronter aux dispositions du droit positif français mais aussi au droit de l'Union européenne et au droit international de l'O.M.C.